

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 1^{er} au 15 juin 2013 > n° 4 • 1,50€



Le petit monde du gratuit

Manger et s'habiller sans rien dépenser, c'est le pari d'une poignée de collectifs. Des actions en plein essor, mais réservées aux initiés.

Les banques se retirent de l'Elsau

Après la fermeture de plusieurs agences bancaires, les habitants déplorent la disparition de la plupart des services du quartier.

Mercredi matin, jour de marché à l'Elsau. Dans la rue commerçante de ce petit quartier strasbourgeois, ils sont nombreux, entre deux emplettes, à tenter de pousser les portes de l'agence du Crédit mutuel. En vain.

Le 28 avril, la banque a définitivement baissé le rideau. C'est par un simple courrier et sans aucune justification que les Elsauviens sociétaires du Crédit mutuel ont été mis au courant de la fermeture de leur banque. « J'ai reçu une lettre d'avertissement le 24 avril. Le 28, elle était déjà fermée », se désole Jean-Pierre, un retraité de 67 ans, qui vit depuis quarante ans dans le quartier.

Aujourd'hui, dans la rue Watteau, principale artère de l'Elsau, il ne reste que la Banque postale, ouverte seulement 27 heures par semaine, et plus aucun guichet automatique. Il y a deux ans déjà, la Caisse d'épargne avait fermé ses portes, poussant certains à changer de banque. « Des personnes âgées étaient alors passées au Crédit mutuel, qui avait connu une hausse de fréquentation », affirme Jean-Emmanuel Robert, conseiller municipal UMP qui habite à l'Elsau depuis quinze ans.

Plus de distributeur dans le quartier

Pour un simple retrait d'argent, les Elsauviens sont donc obligés de se rendre à la Montagne Verte, à dix minutes en voiture. « Pour les jeunes ça va à peu près, mais pour les personnes âgées, c'est plus compliqué », estime Sylvie Belaziz, 51 ans, elsauvienne depuis ses dix ans. « C'est un investisseur de plus qui s'en va, c'est dommage », déplore Eric Elkouby, conseiller général PS et adjoint en charge de l'Elsau. Il a saisi la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Strasbourg ainsi que la Chambre des métiers d'Alsace, dans le but de trouver un nouvel occupant aux locaux du Crédit mutuel.

Une intervention de la Ville jugée insuffisante par certains habitants, comme Jean-Pierre : « Ce n'est pas la bonne réaction pour un élu, il aurait dû aller voir le directeur de la banque et obtenir des explications. »

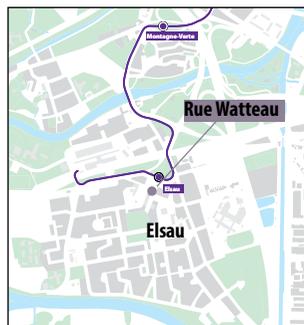
Un quartier laissé pour compte

Jonathan Vix, propriétaire du tabac-presse rue Watteau, s'interroge. « Peut-être que c'est un quartier qui ne rapporte pas beaucoup, car il n'y a pas de gros comptes. » Difficile pour les habitants de comprendre les raisons du départ de l'agence. Mais depuis quelques années, comme les autres banques, le Crédit mutuel pratique une politique de réduction des coûts. Cela pourrait expliquer la fermeture de l'agence de l'Elsau, ce que la direction n'a pas voulu confirmer.



© Hélène Faucher/Cuej

■ **Le guichet automatique le plus proche est à dix minutes en voiture.**



Au-delà, selon Jean-Emmanuel Robert, l'Elsau est un quartier « mal défendu sur le plan municipal. Les Elsauviens ont le sentiment d'être laissés pour compte. »

Cette impression va crescendo avec le départ de la plupart des services du quartier. « Il y a une dizaine d'années, il y avait un pressing, un photographe, une boulangerie, un coiffeur... Ça a disparu aujourd'hui », atteste Jonathan Vix.

Outre le tabac-presse et la Banque postale, il ne reste que deux épiceries et un bazar dans la rue principale du quartier, ainsi que le supermarché Leclerc. Il est régulièrement le sujet de rumeurs de fermeture, sur lesquelles la direction ne réagit pas et qu'Eric Elkouby ne dément pas : « Ce n'est pas impossible qu'il ferme un jour, on n'est sûr de rien. »

**Estelle Choteau
Hélène Faucher**

Avis de turbulences au La future rénovation de l'aérodrome laisse pla avions, craignent surtout de voir apparaître d

« L'Elsau est le parent pauvre de la politique municipale », Jean-Emmanuel Robert, conseiller municipal UMP

Le coût s'élève à 9 636 000 euros. C'est le montant déboursé par la Ville pour rénover l'aérodrome du Polygone. Ce site, cédé par l'Etat à la Communauté urbaine de Strasbourg en 2007, est perçu, selon Alain Jund (adjoint Verts au maire), comme « un cadeau empoisonné ». Et à juste titre. « Depuis cinquante ans, rien n'a été fait, certaines structures sont vétustes », déplore Alban Schwab, président de l'association du terrain d'aviation du Polygone. Entre rénover l'aérodrome ou arrêter l'activité, la Ville a choisi la première option. Les riverains « le souhaitent, ce qui est assez rare pour des gens habitant des zones limitrophes de telles activités », souligne Roland Ries, maire PS de Strasbourg. Rare en effet, car la proximité d'un aérodrome avec un quartier pavillonnaire apporte souvent des désagréments. Certains voisins se plaignent d'ailleurs de nuisances sonores. Le fait de « certains pilotes égoïstes », selon Jean-Jacques Verdini, président

Robertsau : des plantes sauvages au menu

Dans la forêt ou même au bord des routes, le quartier regorge de nombreuses plantes comestibles. Une richesse que certains initiés tentent de faire connaître au plus grand nombre.

Marilou est impatiente : « On va manger du pissen-lit ! » Ils sont 17 élèves de CP et CE1 de l'école élémentaire de Dingsheim à participer à l'atelier « cuisine de plantes sauvages » du Centre d'initiation à la nature et à l'environnement (Cine) de Bussierre. Installé dans une ancienne dépendance du château de Pourtalès en bordure de forêt de la Robertsau, le centre sensibilise tous les publics à l'environnement. Objectif de l'atelier du jour : muffins au lierre terrestre, cookies au miel et aux fleurs, le tout avec ce qu'ont récolté les enfants le matin dans le jardin, le parc et la forêt qui jouxtent le bâtiment. « À Strasbourg, il y a beaucoup d'espaces naturels », explique Fanny Pruvost, animatrice alimentation durable du Cine. Mais il est déconseillé de cueillir près des grandes routes, là où les chiens et les renards passent... » Les animateurs du centre rendent aussi les visiteurs attentifs à certaines plantes qui peuvent se révéler dangereuses : « Il faut beaucoup se documenter avant d'aller chercher des plantes sauvages », recommande Emmanuel Raymond, animateur au Cine.

Un nouvel Eldorado pour les chasseurs-cueilleurs

Beaucoup d'amateurs de plantes sauvages sont autodidactes. C'est le cas de Daniel Obrecht. A 29 ans, cet ancien étudiant en biologie a appris les bases de la botanique, mais puise depuis dans des livres pour savoir ce qu'il peut consommer ou non. Il n'habite pas la Robertsau mais connaît les bons endroits : « Ici, on trouve de tout et en quantité : au parc de Pourtalès, sur les rives du Rhin ou dans la forêt de la Robertsau ».

S'il aime se promener dans les espaces verts du quartier, il fait aussi quelques trouvailles en pleine rue : « Il y a des



© Florence Stollesteiner/Cuej

■ **Les plantes sauvages comestibles se trouvent partout. Ici, Daniel Obrecht déterme une carotte sauvage.**

personnes qui ont peur de la pollution en ville. Mais moi, dans les petites ruelles, je cueille », par exemple, du mouron : « En salade, c'est très bon. »

Peu de gens s'adonnent à la cueillette de plantes sauvages alors que l'on sait d'où viennent les aliments. « On doute beaucoup plus de ce qui vient de la nature que des aliments sous vide », regrette Vincent Gimmè, un autre amateur de plantes. Il habite au Neudorf mais vient à la Robertsau pour y chercher de l'ail des ours et de l'oseille, présents en grande quantité dans la forêt. Les vastes espaces verts qui jouxtent le quartier renferment ainsi de véritables trésors botaniques. « Mais il ne faudrait pas que tout le monde se mette à cette mode », prévient Fanny Pruvost, sinon, il n'y aurait plus rien dans les bois ! »

**Ophélie Gobinet
Florence Stollesteiner**

Polygone

ner le doute sur l'avenir du site. Les résidents, habitués à la présence des immeubles.

de l'Association Corps de Garde-Guynemer (ACGG). Depuis douze ans, il vit rue du Corps de Garde, à deux pas du terrain. « Une fois, un pilote rasait les toits des maisons avec son biplan. J'en ai eu marre, j'ai été faire des tours en 4x4 sur le terrain pour l'emmerder », raconte-t-il. Mais pour Edith, qui habite dans le quartier depuis son enfance, « il y a pire comme nuisance ».

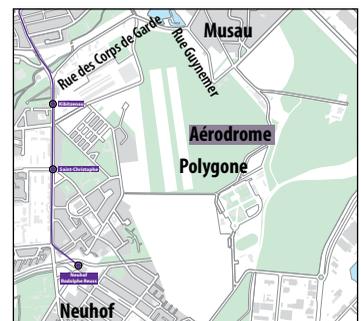
Des avions, pas des immeubles

Les habitants restent persuadés que les travaux de réhabilitation de l'aérodrome ne font que retarder une nuisance plus grande encore : voir le Neuhof grignoter du terrain jusqu'à la Musau. « Avec ces travaux, on gagne cinq ou dix ans avant qu'ils ne construisent des immeubles », croit savoir Anne-Marie Verdini, l'épouse de Jean-Jacques.

Une crainte infondée explique Annick Neff, adjointe de quartier du Neuhof : « Le terrain n'est pas constructible : il repose sur

une zone de protection des captages d'eau. On le garde comme il est. »

Sauf que cette information reste peu connue du public, tout comme le fait que l'aérodrome sera bientôt rénové. Pour Fabienne Keller, sénatrice UMP et membre de l'opposition au conseil municipal de Strasbourg, c'est « l'illustration d'un manque de concertation, une occasion manquée d'associer les gens au projet ». Une impression de mise à l'écart largement répandue dans le quartier : « C'est dommage de ne pas avoir été mis à contribution, mais on fait avec », déplore Jean-Jacques Verdini. À notre niveau, on ne représente que 400 boîtes aux lettres. Ça n'aurait pas été compliqué de nous tenir informés », ironise-t-il.



**Ophélie Gobinet
Elodie Toto**

Le fitness prend l'air

A peine installés, ils ont déjà leurs fans. Gratuits et accessibles à tous, les agrès de la communauté urbaine font bouger les sportifs occasionnels ou réguliers en attendant d'autres installations.



© Julien Ricotta/Cuej

Aux premiers rayons de soleil de la saison, les rives de l'Aar se transforment en une véritable salle de fitness en plein air. Enfants, sportifs ou retraités se mélangent autour des huit agrès et appareils de musculation en libre accès, installés par la ville de Schiltigheim en septembre. « *Je cours de chez moi jusqu'ici, je fais les agrès et je repars, confie entre deux tractions Paul, étudiant de 21 ans. Quand j'ai le temps, j'y vais tous les jours.* »

Pour plus de sport en ville

Comme lui, des sportifs occasionnels de tous âges profitent de ces équipements pour entretenir leur condition physique gratuitement. « *Nous voulons favoriser l'activité physique en plein air en milieu urbain* », soutient Françoise Bey, adjointe à la mairie de Strasbourg chargée du sport loisir. Actuellement, à Strasbourg même, seul le parc de la Citadelle est doté de ces équipements. Huit appareils, du stepper aux tractions en passant par le rameur, qui ont trouvé leur public. La municipalité envisage d'en installer d'autres,

■ **A côté du stade de l'Aar, les agrès en libre-service complètent les infrastructures sportives de Schiltigheim.**

30 000
euros pour
8 agrès

mais pas avant 2015. Pour optimiser son futur projet, la ville de Strasbourg compte s'inspirer de Schiltigheim et d'Illkirch-Graffenstaden, précurseurs dans l'installation d'agrès en libre accès dans la CUS.

Illkirch-Graffenstaden et Schiltigheim pour modèles

« *Le fitness park du gymnase Lixenbuhl a été créé en mai 2010. Le choix du lieu était très important, on voulait renforcer l'aspect sportif et non ludique* », détaille Martine Castellon, l'adjointe chargée des sports à la mairie d'Illkirch-Graffenstaden. Une démarche incitative qui s'inscrit dans le développement du sport loisir. « *Beaucoup de gens ne veulent pas s'inscrire dans un club ou une association. On veut offrir la possibilité à tous les habitants de pratiquer un sport en descendant de chez eux* », souligne Patrick Heiwy, adjoint chargé au sport à la mairie de Schiltigheim. Une initiative qui attire de nombreux sportifs, comme Zakarea, 23 ans : « *Je ne suis pas prêt à payer pour une salle de sport, et puis on est bien ici, à l'air libre.* »

Mais si les appareils en libre-service constituent une alternative aux salles de fitness, ils se destinent davantage à des exercices de remise en forme qu'à la musculation. « *Le poids des charges n'est pas modulable, explique Paul, on ne peut pas pousser 120 ou 130 kilos comme en salle de sport.* » Seuls les équipements les plus récents permettent une utilisation optimale. Pour une série de huit appareils dernière génération avec le revêtement, les municipalités dépensent en moyenne 30 000 euros. « *Nous demandons aux entreprises de livrer des agrès robustes, pour éviter le plus possible les détériorations* », souligne Sylvain Delay, responsable à la direction des sports de la ville de Strasbourg.

Des sentiers urbains en chantier

Seuls quelques actes isolés de vandalisme ont été constatés sur les sites de Schiltigheim et d'Illkirch-Graffenstaden, sans remettre en cause les autres initiatives. « *Cet aménagement est intégré dans un projet plus large de sentiers urbains que nous voulons développer à Strasbourg* », précise Françoise Bey. Les sentiers urbains, ou boucles d'activités sportives, intègrent des chemins communs aux promeneurs et aux joggeurs ainsi que des appareils de fitness. C'est dans cette optique que le parcours des Deux-rivières, à Schiltigheim, sera achevé en septembre. Ce circuit sportif et de promenade, d'un coût de 250 000 euros, reliera les rives de l'Aar au pont Phario. « *D'autres agrès seront installés près du centre socioculturel du Marais, le long de l'eau. Mais ils seront plus basés sur la force* », renchérit Patrick Heiwy. A plus long terme, la ville de Schiltigheim projette de relier le pont Phario à la gravière de la Vogelau et d'installer de nouveaux appareils le long des berges.

**Hélène Faucher
Julien Ricotta**

Fabienne Keller dans le viseur de la Manif pour tous

Face à la sénatrice favorable au mariage gay, Frigide Barjot veut présenter un candidat Manif pour tous, encore introuvable, aux municipales de Strasbourg.

L'annonce en a étonné plus d'un. Frigide Barjot, porte-parole du mouvement national Manif pour tous, qui se bat contre le mariage gay, a déclaré, le 23 avril sur France Info, son intention d'étendre sa lutte jusqu'aux élections municipales de mars 2014. « Notre ambition c'est que nos convictions soient portées par les candidats, avait-elle lancé. Et s'il n'y a personne, je vous assure qu'il y aura suffisamment de Manif pour tous pour se présenter, notamment à Strasbourg, là où ce sont des voix UMP qui ont fait passer la loi au Sénat. » Une attaque qui vise Fabienne Keller, candidate pressentie pour l'UMP à Strasbourg. La sénatrice du Bas-Rhin est la seule parlementaire UMP du département à avoir voté en faveur de la loi sur le mariage pour tous, le 12 avril, au Palais du Luxembourg.

Rien à voir avec la municipale

« Je suis étonnée que Frigide Barjot passe d'une démarche portant sur un problème de société à une démarche politique dans des élections locales », confie Fabienne Keller. La sénatrice pointe du doigt le décalage entre la lutte contre le mariage pour tous et les dossiers gérés par une municipalité. « Ces thématiques n'ont rien à voir avec le mariage pour tous, ni par leur nature, ni par le territoire concerné. » Quant à craindre une candidature Manif pour tous qui disperserait les voix de la droite, Fabienne Keller ignore tout de « la forme et de la démarche » de cet engagement. Frigide Barjot, que nous n'avons pas pu contacter, n'a, en effet, pas précisé si cet éventuel candidat serait un Strasbourgeois ou une personnalité parachutée. Cette annonce n'est pas non plus du goût du bureau local du

■ **Georges Villiers mène les manifestations dans les rues de Strasbourg mais ne sera pas candidat.**



© Elodie Toto/Curej

mouvement anti-mariage gay. Georges Villiers, président de Manif pour tous Bas-Rhin, se montre réservé face à l'éventualité de présenter un candidat à la municipale. Sa position est claire. « Je ne vois pas où est notre sujet dans une politique municipale », assène Georges Villiers avant d'ajouter que « le mot d'ordre à Manif pour tous Bas-Rhin, c'est que nous ne sommes pas un parti et que nous n'avons pas à donner de consigne de vote. »

« Ce n'est que de la provoc »

Il trouve d'ailleurs que l'éventualité d'une telle candidature à Strasbourg est irréaliste, ne voyant pas qui accepterait d'endosser ce rôle. « Ce n'est que de la provoc ! » estime-t-il, en précisant qu'il ne sera pas le candidat Manif pour tous à Strasbourg, parce qu'il n'a « aucune envie de se compromettre dans la vie politique. » Toutefois, si Fabienne Keller est candidate, il ne votera pas pour la sénatrice, coupable selon lui d'avoir soutenu la loi sur le mariage gay. « Les électeurs se souviendront aussi de la décision de madame Keller au moment de voter », lance-t-il.

Arnaud Markert, secrétaire de Manif pour tous Bas-Rhin et ancien délégué départemental du Parti chrétien-démocrate (PCD), mouvement de Christine Boutin pour lequel il continue de militer, est pratiquement sur la même ligne que Georges Villiers. « Frigide Barjot a toujours eu tendance à exprimer son opinion trop vite et avant d'avoir consulté son entourage », affirme-t-il en souriant. Pour lui, la désignation d'un candidat Manif pour tous à Strasbourg est « peu probable » mais « le cas échéant, on le soutiendrait ». Pourtant, il ne voit pas comment les opposants au mariage pour tous pourraient voter pour Roland Ries, maire PS de Strasbourg, ou Fabienne Keller, ou même pour l'ancien ministre François Loos (UDI) qui est resté silencieux sur la question. Frigide Barjot aura donc réussi à unir contre son annonce Fabienne Keller et le bureau bas-rhinois de Manif pour tous. Un paradoxe pas si étonnant que cela car la Manif pour tous est traversée par plusieurs tendances.

**Nicolas Mézil
Elodie Toto**

Les bains-douches : remparts con



© Aurélien Lachaud et Jérémie Sahakian/Cuej

Les Bains municipaux de Strasbourg proposent un accès gratuit aux douches pour les SDF. Ils sont 5 000 à s'y rendre chaque année. Une fréquentation qui ne faiblit pas.

Joseph Bodein, mal-logé de 57 ans, n'hésite pas à dégainer sa carte Saphir* pour se présenter. « Cela fait très longtemps que je viens aux bains municipaux pour utiliser les douches. Je préfère payer 1,50 euro plutôt que faire tourner le gaz chez moi, ça coûte moins cher. » Si les Bains municipaux de Strasbourg sont surtout connus pour ses piscines et ses saunas, le bâtiment a conservé son service de bains-douches. Assis à une table sous l'imposante coupole faisant office de hall d'entrée, Joseph Bodein, le sourire édenté, profite du cadre monumental des lieux pour se reposer un instant. Avec un léger bégaiement et une certaine difficulté à s'exprimer, il prend plaisir à raconter qu'il vient ici deux fois par semaine, le mardi et le vendredi : « C'est propre et il y a toujours beaucoup de monde. »

Inauguré en 1908, l'édifice d'architecture allemande date du temps où les sanitaires étaient rares dans

■ **Les Bains municipaux de Strasbourg : une architecture intacte depuis 1908.**

les appartements. Les bains-douches étaient un lieu d'hygiène indispensable, où l'on se rendait en famille. Avec la crise, les bains municipaux retrouvent leur vocation sociale. Dans la plupart des villes françaises, comme à Paris, Lyon, Nantes ou Lille, les bains-douches municipaux font le plein. A Strasbourg, difficile de vérifier la tendance. « Avec les fermetures temporaires pour vidange certaines années, ou encore le plan piscine 2010-2020 qui a pu avoir une incidence chez nous, il est possible qu'il y ait eu un report de clients », précise Chantal Seguin, la directrice des bains.

Une douche à 1,50 euro

Les bains-douches de Strasbourg sont structurés en deux parties. Une première aile payante, au rez-de-chaussée, est ouverte à tout le monde. Ici, la fréquentation est dégressive. 4 200 visites en 2008 et seulement 2 700 en 2012. Ce sont des habitués, des Roms, des gens de passage, quelques étudiants, des personnes qui ont des traitements de peau à effectuer et qui ont besoin d'une baignoire, des ouvriers de chantiers ou encore des personnes qui ont des problèmes de sanitaires chez eux. Pour 1,50 euro, chacun peut ainsi profiter d'une douche spacieuse qui s'apparente à un voyage dans le temps. Survivance d'une autre époque, le loquet qui informe si la pièce est libre ou non l'indique encore en

tre la galère

allemand : « *Offen/Zu* ». Chaque salle dispose d'un miroir intégré dans une boiserie blanche, à proximité d'un banc. La lourde robinetterie qui compose la douche promet un large débit pour une durée d'une vingtaine de minutes.

Une cohabitation parfois difficile

L'autre partie est en tout point identique. Située dans l'aile supérieure, celle-ci est réservée aux sans domicile fixe (SDF). « *C'est propre et les gens sont accueillants. Je viens depuis un an, avant j'allais à la Meinau mais ils ont fermé* », raconte Milisevic avec un fort accent de l'Est. Pas de « *porte dérobée* » pour y parvenir, l'accès est le même que pour les piscines ou saunas.

Une mixité sociale qui ne fonctionne pas toujours : « *Nous avons eu un problème de cohabitation. Les scolaires ont été importunés, parfois à la limite du racket. Il y a eu des plaintes, les horaires d'ouverture ont donc été modifiés, de manière à ce que scolaires et sans-abris soient sur des créneaux différents* », explique Chantal Seguin.

« *Autrefois, les étages inférieurs étaient destinés aux plus pauvres. Paradoxalement, l'aile supérieure, auparavant dévolue aux riches, est aujourd'hui réservée aux SDF* », glisse un employé des bains. L'accès aux douches est gratuit pour les sans-abris. Et ce depuis 1993 : « *Cela devait être temporaire. A l'époque, les SDF se douchaient à l'hôpital, mais des travaux y ont été entrepris, nous avons alors récupéré la charge de ce service, puis finalement c'est resté* », commente Chantal Seguin. Un service public qui lui ne désemplit pas, avec une moyenne de 5 000 visites par an depuis 2008.

Mais les modalités comportent malgré tout quelques contraintes. Pour pouvoir bénéficier de la gratuité, il faut obligatoirement être suivi par une association caritative. Or, explique le collectif SDF d'Alsace, « *l'attente est de plus en plus longue, jusqu'à quinze jours. Il faut faire la demande, ensuite on vous propose de repasser plus tard pour récupérer vos tickets, ce qui peut prendre encore quelques jours. Nous ne critiquons pas ce service, mais son accès* ».

Un documentaire sur les bains municipaux de Strasbourg est actuellement en tournage. *Balneum-mémoires de bains*, réalisé par Sophie Desgeorge, retrace des histoires de personnes ayant un lien avec l'édifice. La diffusion sur France 3 est prévue pour l'automne 2013. « *Je vais tourner dans le film* », s'enthousiasme alors Joseph Bodein, pointant du doigt le couloir de douches où il devra se mettre en scène.

Aurélien Lachaud
Jérémy Sahakian

* Carte permettant l'accès à plusieurs services de la CUS à des tarifs avantageux sous conditions de ressources, d'âge et d'invalidité.

1908

L'année de l'inauguration du bâtiment des bains publics de Strasbourg.

5 500

Le nombre de douches prises par des SDF en 2012.

1,50

euro. Le prix d'une douche aujourd'hui, contre 2,40 euros en 2012.

« Je ne savais pas qu'elle était homo »

Le tribunal correctionnel a jugé deux affaires de violence, le 3 mai. La défense a demandé la relaxe « au bénéfice du doute ».

Sandrine D., 40 ans, comparait pour la première fois devant un tribunal correctionnel. Elle est accusée d'« *agression en raison de l'orientation sexuelle* », fait considéré comme aggravant. La plaignante, Jessica B., lui reproche d'avoir malmené sa compagne dans les toilettes du Memory's, un établissement de Haguenau. Les cheveux teints en blond, menue et sportive, la femme de ménage, à la barre des accusés, semble confiante. « *Elle m'a claqué la porte des toilettes au nez. Je me suis énervée. J'ai bien donné un coup de poing, mais je ne savais pas que cette fille était homo* ». La jeune fille est tombée à terre. Une bagarre généralisée a ensuite éclaté entre le couple et Sandrine D., accompagnée de sa fille et d'une amie.

La plaignante est affirmative, elle dit avoir entendu le groupe parler négativement de « *gouines* ». Le procureur demande 350 euros d'amende tandis que la défense plaide un acte de violence sans caractère homophobe, une « *simple prise de bec entre deux femmes alcoolisées* ». « *Cette affaire n'aurait jamais dû se retrouver en correctionnelle !* » Sans preuve flagrante sur la caractérisation homophobe de l'altercation, le juge tranche en faveur d'une relaxe complète des faits.

Le tribunal a été moins clémente envers deux hommes d'une vingtaine d'années, jugés eux aussi pour des actes de violence, au matin du 1er mai. Avec plusieurs condamnations à leur actif, le plus jeune est en liberté conditionnelle tandis que le second termine ses heures d'intérêt général. Pour « *draguer des filles* », ils auraient insulté, puis agressé un autre groupe de jeunes. Après avoir déclaré ne « *se souvenir de rien* » lors de leurs dépositions, Walid H., 21 ans, et Karim A., 22 ans, se ravisent, tout en minimisant les faits. Devant l'accumulation des preuves recueillies par les enquêteurs, Walid H. avoue finalement à l'audience l'utilisation d'une bombe lacrymogène interdite en France. Leurs avocats plaident « *contre tout manichéisme* », pointant du doigt l'absence des plaignants. « *Ceux qui se disent victimes devaient également être alcoolisés, pourquoi ne seraient-ils pas autant responsables ?* » Le défenseur de Karim A. a même demandé « *la relaxe au bénéfice du doute* ». En vain. Ils écoperont de deux à cinq mois d'emprisonnement.

Clémence Lesacq



Dans le secret des hommes volants

Is bondissent dans les airs. Arrivent en deux mouvements à escalader de hauts murs. S'envolent au-dessus des bancs, bacs à fleurs ou autres escaliers rencontrés sur leur chemin. Sous les yeux éberlués des passants. « Ça intrigue toujours un peu », sourit Jérémie Rumpler, 24 ans, président de l'association dédiée au Parkour strasbourgeois, PK Stras.

Le Parkour ? « C'est un peu le parcours du combattant adapté au milieu rural ou urbain », explique-t-il. Au programme des deux heures d'entraînement de ce mardi soir pour les huit pratiquants âgés de 14 à 42 ans : pompes, planches (action de se hisser avec la seule force des bras), roulades ou encore sauts sur le mobilier urbain présent devant le musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg. Et ce, malgré le panneau d'interdiction. « À la Ville, on nous a dit que ce panneau était plus un moyen de se décharger de

leur responsabilité, qu'une volonté de nous chasser des lieux », relate Jérémie Rumpler.

Dans ce sport non reconnu par le ministère - « mais c'est en cours » - pas de compétition. « On le dit un peu en rigolant : la seule compétition est celle qui existe contre nous-mêmes. Il faut juste être meilleur que la veille », observe le président.

Obstacle que les pratiquants du Parkour n'arrivent pas, pour l'instant, à surmonter : le regard méfiant de certains. « Pour beaucoup de monde, on est resté les Yamakasi (pionniers du mouvement "art du déplacement", popularisés par le film d'Ariel Zeitoun, ndlr) qui rentrent chez les gens pour piquer de l'argent, déplore Jérémie Rumpler. C'est triste de nous limiter à ça. Surtout que nous voulons faire de ce sport quelque chose d'accessible à tous. »

Texte et photos : Yunxi Chen, Florence Stollesteiner

Vivacité N° 04 | du 1^{er} au 15 juin 2013



Le gratuit, pas donné à to

Nourriture et vêtements pour tous : les initiatives des collectifs citoyens se multiplient, mais ne touchent qu'un cercle restreint d'habités.



© Marion Bastit / Cuej

Gratiféria, Incroyables Comestibles, Disco soupe, ces initiatives citoyennes germent à Strasbourg depuis quelques semaines. Leur point commun : la gratuité. « *Chacun ramène ce qu'il veut et peut repartir avec ce dont il a envie* », explique Araceli Valdez, mère de famille de 39 ans, à l'initiative de la première Gratiféria strasbourgeoise. Un projet qui résulte d'une déception face aux brocantes traditionnelles : « *Les gens négocient pour 50 cent* », constate amèrement cette Mexicaine, au chômage depuis trois ans.

Samedi 4 mai, place Broglie, pas question de marchander. Le modeste stand du marché gratuit n'appartient à personne. « *Je déménage bientôt, je voulais me débarrasser de trucs qui ne me servent plus* », raconte Perrine, une bouilloire dans les bras. « *Pour moi, c'est surtout une action pour développer le partage entre les gens et les sensibiliser au recyclage* », poursuit Araceli Valdez, tentant de faire comprendre

■ **A la Gratiféria, on s'emploie à combattre les préjugés sur la gratuité.**

« *Montrer que tout n'a pas un prix* »

« *On plante, on arrose, on partage, c'est le slogan national* »

aux curieux de tous âges ce concept venu d'Argentine. Pour ces forains du gratuit, l'idée est de « *montrer que tout n'a pas un prix* », résume Olga Turcan, une jeune doctorante moldave. Organisée via Facebook, la Gratiféria a attiré une cinquantaine de personnes, reparties avec des vêtements, des livres, des DVD ou encore des jouets. En vue de renouveler l'expérience, les personnes intéressées ont créé un groupe sur Facebook. « *Internet a vraiment facilité les choses* », raconte Araceli Valdez. Éviter les frais d'impression, mettre en relation facilement, mobiliser rapidement sont les avantages du gratuit 2.0, au risque d'exclure les citoyens non inscrits sur les réseaux sociaux.

Une économie symbolique

De plus, « *ce n'est pas parce qu'il y a 350 «j'aime» sur Facebook que les gens sont motivés* », nuance Gabriel Quentin, le référent des Incroyables Comestibles à Strasbourg. Une autre initiative citoyenne, née en Angleterre, qui se

résume en trois mots : « *On plante, on arrose, on partage, c'est le slogan national* », explique ce jeune papa en formation d'éco-conseiller.

De nouveaux bacs ont ainsi été installés rue du Faubourg National, dimanche 5 mai. Des bacs, ou plutôt des jardinières bricolées à partir de palettes récupérées, de terreau donné et de plantes offertes. « *L'autogestion alimentaire pour tous !* » scande Manu Requena, un sympathisant des Indignés, déjà présent la veille à la Gratiféria. Mais les habitants du quartier sont rares. « *Ça ne sert à rien de venir faire quelque chose dans un quartier si ce n'est pas en lien avec les habitants* », regrette Lou Klein, animatrice « jardin et environnement » au centre culturel de Koenigshoffen. Il n'est en effet pas facile pour un non-initié de reconnaître la consoude ou l'égo-pode, des plantes sauvages comestibles qui poussent dans ces bacs. « *Ça ne convainc que les convaincus* », reproche Christophe Koppel, paysagiste et habitant du quartier. « *La consoude,*

ut le monde

ce n'est qu'une mauvaise herbe ici. Les gens s'en foutent !»

Avec seulement quatre bacs officiellement implantés, l'initiative demeure anecdotique. « *Je pense qu'il faut que les gens se l'approprient pour que ça marche*, estime Emmanuel Kreyer, coordinateur du mouvement Zeitgeist* à Strasbourg. *C'est surtout la création d'une petite communauté* ».

Méfiez-vous, c'est gratuit !

En théorie, chacun peut bénéficier de ces actions et s'y investir. Dans les faits, ce sont les mêmes personnes qui animent le réseau de gratuité strasbourgeois (voir infographie p. 13). « *Je vais souvent aux repas gratuits ou à prix libre, au Molodoï, à la maison Mimir et à ceux organisés par Food not bombs (De la nourriture pas des bombes, ndlr)* », raconte Louise, qui vit du RSA, en mangeant une assiette de cous-cous végétarien. « *Je ne touche que 500€ par mois et, ici, je peux donner en fonction de ce que j'ai. C'est aussi intéressant de soutenir une association.* » Tous

liés mais pas nécessairement alignés, les acteurs du gratuit n'en ont pas la même vision. Pour certains, il faut en finir avec la méfiance envers la gratuité, qui domine au sein du grand public. « *Ils pensent que si c'est gratuit, c'est qu'il y a une arnaque, un piège* », remarque Marie, une mère de famille venue participer à la Gratifieria.

Ce qui n'a pas de prix n'aurait pas de valeur. Un argument que cherchent à combattre ces citoyens avec des actions qui veulent promouvoir un autre mode de consommation, fondé sur la récupération, le don et l'échange. Les organisateurs de la Disco soupe à Strasbourg, par exemple, récupèrent gratuitement des denrées alimentaires au Marché Gare pour offrir leurs repas. « *On invite les gens à ramener leurs économes pour cuisiner avec nous, en musique. On emporte une cuisine mobile sur une place publique pour toucher un maximum de monde* », développe Jérémy Joncheray, jeune designer graphique, qui a hâte de pouvoir organiser une autre Disco soupe



© Marion Paquet / Cuij

■ **Le Molodoï accueille régulièrement des repas à prix libres.**

à Strasbourg. « *Avec 100 kg de légumes récupérés, on pourra faire une soupe pour 500 personnes !* » s'enthousiasme-t-il sur fond de musique acoustique.

Alternatif, pas problématique

Pour d'autres collectifs, le gratuit est une manière de rester indépendant : « *On ne demande l'autorisation à personne. Nous ne reconnaissons pas l'Etat. On s'installe où on veut, quand on veut, pour créer un lieu de rencontre et de partage* », lit-on dans le manifeste ●●●

« Le prix de la vie collective »

Jean-Philippe Heurtin, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg, spécialisé en sociologie du droit, explique cette volonté de rompre avec l'esprit du capitalisme.

Les initiatives citoyennes ou collectifs qui organisent des événements gratuits ou des systèmes d'échanges locaux (SEL) sont-ils des modèles économiques nouveaux ?

Jean-Philippe Heurtin : Absolument pas. Bien au contraire, ces initiatives citoyennes qui reposent sur le don et la gratuité sont anthropologiques, c'est-à-dire en lien direct avec le fait que nous ne vivons pas seuls. Les relations avec les autres passent par l'entraide et le don. La marchandisation est intervenue plus tardivement dans les sociétés modernes. La gratuité et le don sont en effet primaires, liés à une certaine nature humaine.

Qu'est-ce qui motive ces initiatives collectives ?

J-P. H : Des questions pratiques avant tout. Les personnes qui participent aux SEL, par exemple, n'ont souvent pas les moyens de se payer les services qu'ils y trouvent. Deuxièmement, il y a une réelle volonté de rompre avec

« l'esprit de capitalisme ». Ces collectifs découlent certainement d'une perte de confiance envers le politique, où le modèle capitaliste domine, et d'un délitement du système représentatif. La troisième motivation de ces mouvements aujourd'hui, c'est la valorisation des formes d'entraide et de sociabilité. Le gratuit, c'est le prix de la vie collective. Dans le système marchand, la relation s'arrête avec l'acquisition du bien alors que dans les régimes de gratuité, ce que l'on retire de l'échange, ce n'est pas seulement un bien mais une relation qui dure au-delà de l'échange. C'est la relation qui importe.

Comment expliquer la multiplicité de ces collectifs restreints ?

J-P. H : Il est plus facile techniquement d'être solidaire avec des personnes proches de soi que lointaines. L'extension de ces modèles à l'ensemble de la société serait complexe. D'autre part, l'économie du don fonctionne sur la confiance, qui n'est possible qu'avec des rapports personnels. D'ailleurs, ces collectifs n'ont pas forcément la volonté de s'étendre. Les individus se sentent bien avec ce type de relation, plus authentique et basée sur la confiance.

● ● ● strasbourgeois des Food not bombs (FNB), un mouvement né aux Etats-Unis dans les années 1980. Rue du Faubourg National, les bénévoles laissent à disposition de grands récipients de nourriture végétalienne. Une dizaine d'habitueés se retrouvent, partageant des bières pour accompagner leur repas de nourriture récupérée. Ils ne prennent pas toujours la peine d'accueillir les passants. Pour briser la glace avec les habitants du quartier, les FNB misent sur leurs tracts, où ils expriment leur regret

de ne pas arriver à créer plus de lien social. Deux peintres en bâtiments, un homme en fauteuil roulant ou des personnes du quartier qui préfèrent rester anonymes, viennent manger rapidement un bol de légumes et repartent. Tout comme la Gratifieria ou les Incroyables Comestibles, les FNB n'ont pas eu l'autorisation de la Ville pour organiser leurs événements. Ce qui ne dérange pas Eric Schultz, conseiller municipal et communautaire Europe Ecologie Les Verts: « C'est important que ça vienne des citoyens. Je

pense qu'il faut que la Ville accompagne et régule ce type d'initiatives. Si ce n'est qu'occasionnel et que ça ne concurrence pas directement les commerçants locaux, ce n'est pas dérangeant. »

*Zeitgeist (l'esprit du temps, ndlr): organisation pour un nouveau modèle économique sans argent.

Dossier réalisé par:
Marion Bastit
Yunxi Chen
François Delencre
Marion Paquet

Le SEL, pionnier du libre-échange

Dix-sept ans après les débuts du Système d'Echange Local (SEL), une cinquantaine de membres font vivre un mouvement indépendant mais toujours confidentiel.

Le Système d'Echange Local (SEL) est la seule association où l'on met sur un pied d'égalité le bricolage et la cuisine. Elle était une des pionnières dans le domaine du gratuit à Strasbourg. « *Le SEL est le système d'entraide qui marche le mieux* », lance Dominique Gerber, cofondateur. Depuis sa création en 1996, ses membres ont échangé des milliers d'heures de services.

Pour entrer dans l'association, venir à une réunion du bureau et remplir un bulletin d'adhésion suffit pour accéder à la liste des offres et demandes de services. « *Je fais surtout dans le dépannage informatique* », raconte Patrice Arnal, 68 ans, président du SEL Strasbourg depuis deux ans. Ce 15 mai, il aide Pierre Baeumel, retraité strasbourgeois, à résoudre des problèmes avec ses ordinateurs et son téléphone. En échange, celui-ci exercera ses talents de bricoleur et de menuisier en cas de besoin.

Là où Troc Savoirs, autre association d'échange de services, propose de partager des connaissances, le SEL laisse la porte ouverte à toutes les demandes matérielles. Bruno Schima, 58 ans et membre depuis onze ans, raconte avoir « *beaucoup donné de coups de main pour des petits bricolages et transports de*



© François Delencre/Cuej

meubles ». Les échanges se mesurent en grain de sel. Une minute vaut un grain. Mais pour Patrice Arnal, « *ça n'a pas d'importance* ».

« Favoriser le lien social »

Retraité de chez Alcatel, Patrice Arnal est entré au SEL Strasbourg il y a cinq ans. « *On vise surtout à favoriser le contact, à créer du lien social. On se rend service entre voisins, on se rencontre, ce qui n'est pas toujours évident dans les grandes villes.* »

Une collaboration a démarré en janvier avec l'Association des Habitants du Quartier Gare (AHQG), le SEL Strasbourg ayant fourni la

logistique. Quarante-vingt membres sur plus de 200 000 Strasbourgeois, c'est peu. L'association en comptait jusqu'à 180 dans les années 2000.

Faire vivre le mouvement

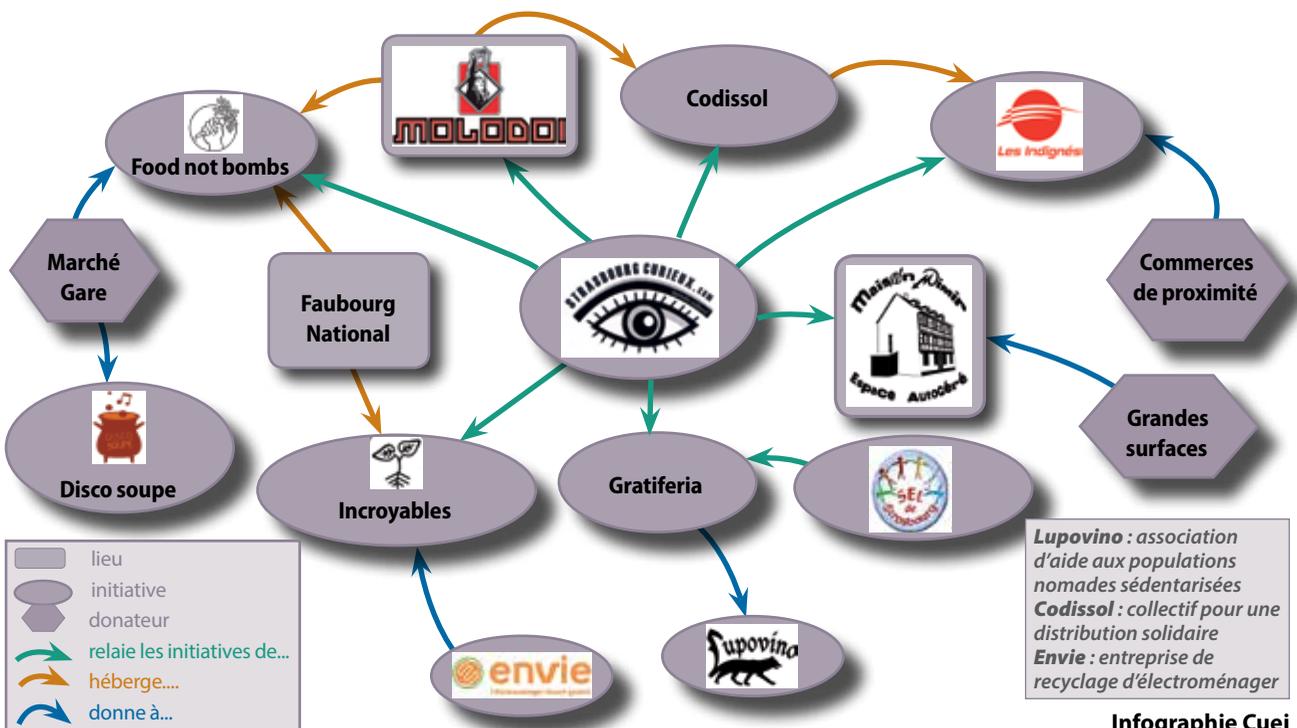
Dominique Gerber a été président une dizaine d'années : « *Il y avait une mode du SEL. Mais en réalité, on était une petite cinquantaine dans les réunions.* » C'est toujours le cas aujourd'hui. « *Certains adhèrent juste par principe* », commente-t-il. Mais pour Patrice Arnal, le SEL Strasbourg n'a pas vocation à devenir « *un mammoth* ». Il poursuit : « *Nous sommes déjà un « gros » SEL et nous commençons à ne plus être très local.* » Dix-sept ans après sa création, le mouvement avance toujours grâce à un noyau dur de quelques membres. Un petit milieu qui se retrouve dans les autres actions gratuites menées dans la ville. « *On partage un état d'esprit* », explique Dominique Gerber, qui revendique son indépendance par rapport aux collectivités. Patrice Arnal renchérit : « *On ne perçoit aucune subvention. Le centre socioculturel de Cronenbourg nous laisse un local à disposition pour nos permanences mensuelles, en contrepartie d'une aide matérielle pour leur fête annuelle. L'échange de services, toujours !* »

François Delencre

L'agenda du gratis

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
7h30-10h30						
Petit-déj à prix libre Maison Mimin	10h30-11h30 Cours de tai-chi SEL	13h-15h Bagagerie gratuite & friperie à prix libre Maison MIMIR	10h30-12h30 Cueillette de plantes comestibles Faubourg National	9h-11h Cours de philo Trois Savoirs	10h30-12h Montage étagère SEL	
16h30-19h30						
Kiosque gratuit Molodoi	18h-20h Projection à prix libre Institut Le Bel	19h-20h30 Repas gratuit Faubourg National	18h-21h Petit marché à prix libre Maison Mimin	18h-21h Bagagerie gratuite, friperie & petit marché à prix libre Maison MIMIR		14h-4h Après-midi & soirée JEUX Molodoi
18h-20h						
Bagagerie gratuite + friperie à prix libre Maison Mimin		20h-23h Bouffe-bœuf à prix libre Maison Mimin		20h30-3h Concert à prix libre MOLODOI		

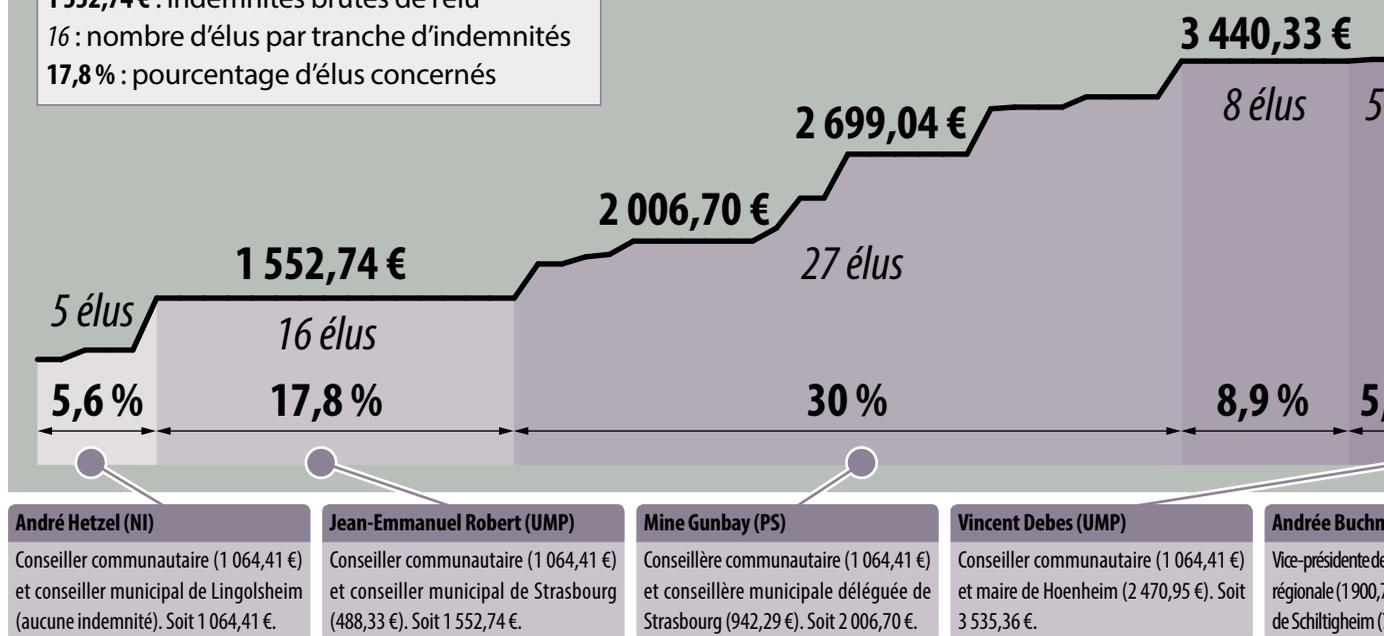
Un réseau parallèle



Combien gagnent nos élus ?

Ils sont 90 élus à siéger à la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Les deux tiers gagnent moins de 4 000 euros. Mais pour les têtes d'affiche, les indemnités cumulées assurent un revenu confortable. Etat des lieux.

1 552,74 € : indemnités brutes de l' élu
16 : nombre d'élus par tranche d' indemnités
17,8 % : pourcentage d'élus concernés



André Hetzel (NI)

Conseiller communautaire (1 064,41 €) et conseiller municipal de Lingolsheim (aucune indemnité). Soit 1 064,41 €.

Jean-Emmanuel Robert (UMP)

Conseiller communautaire (1 064,41 €) et conseiller municipal de Strasbourg (488,33 €). Soit 1 552,74 €.

Mine Gunbay (PS)

Conseillère communautaire (1 064,41 €) et conseillère municipale déléguée de Strasbourg (942,29 €). Soit 2 006,70 €.

Vincent Debes (UMP)

Conseiller communautaire (1 064,41 €) et maire de Hoenheim (2 470,95 €). Soit 3 535,36 €.

Andrée Buchner

Vice-présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg (1 900,00 €) et conseillère municipale de Schiltigheim (1 100,00 €). Soit 3 000,00 €.

Indemnités : le grand écart

C'est une idée répandue : les élus s'en mettraient plein les poches. La réalité est plus contrastée. D'abord, on ne parle pas de salaire, mais d'indemnités. Elles compensent le temps et l'énergie dévolus à un mandat. Indemniser les élus, c'est se prémunir contre la corruption. Bref, l'intégrité et l'indépendance ont un coût qui n'est pas le même pour tous. Les écarts sont

importants, particulièrement entre l'homme politique de métier qui multiplie mandats et fonctions et le simple conseiller municipal qui ne perçoit pas d'indemnités et doit conserver son activité principale en réduisant son temps de travail.

Comment les élus s'indemnisent

Selon le nombre d'élus et la population, l'Etat verse une dotation à la

1,75 million d'euros

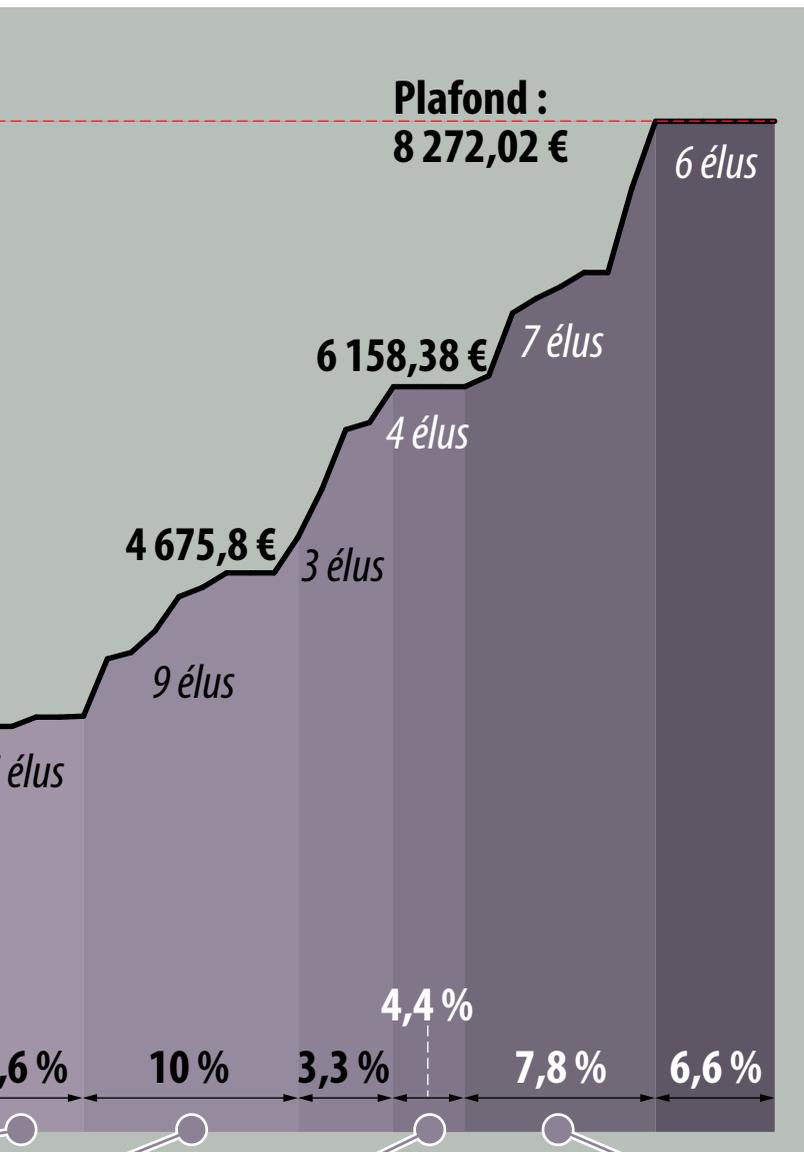
C'est le budget annuel de la CUS consacré aux indemnités des élus.

collectivité, laquelle est ensuite libre de répartir les indemnités comme elle l'entend.

Cette décision est votée lors de la première réunion de chaque assemblée : conseil municipal, intercommunal, général ou régional.

Des montants plafonnés

La loi française fixe un montant maximum aux indemnités des élus locaux : 8 272,02 euros brut, soit une fois et demi le montant de l'indemnité d'un sénateur ou d'un député. Même en cas de cumul des mandats,



Ernest Laemmel (EELV)
Maire de la CUS (2 585 €), conseillère régionale (2 090,73 €) et conseillère municipale (982,05 €). Soit 4 560,55 €.

Eric Elkouby (PS)
Conseiller communautaire (1 064,41 €), adjoint de Strasbourg (2 375,92 €) et conseiller général (2 718,05 €). Soit 6 158,38 €.

Fabienne Keller (UMP)
Conseillère CUS (1 064,41 €), conseillère municipale de Strasbourg (488,33 €), sénatrice (5 514,68 €). Soit 7 067,42 €.

aucun élu ne peut gagner davantage. Quand les mandats se cumulent, l'élu choisit à quelle partie de son revenu il souhaite renoncer. Autrement dit, là où il veut réduire ses indemnités afin de s'inscrire dans ce carcan comptable. L'argent qui ne lui est pas versé reste dans les caisses de la collectivité.

Les limites de la transparence

En plus de leurs mandats, certains de nos élus siègent dans des conseils d'administration de sociétés d'économie mixte (SEM), comme la compagnie des transports strasbourgeois

(CTS). Le capital de ces entreprises est détenu en majorité par les collectivités territoriales.

Pour cette activité supplémentaire, certaines de ces sociétés versent elles aussi des indemnités, que l'on appelle les jetons de présence. Ces derniers sont pris en compte dans le calcul du plafond à ne pas dépasser.

Ces entreprises sont soumises au droit des sociétés privées, et ne sont donc pas tenues de communiquer sur ce sujet.

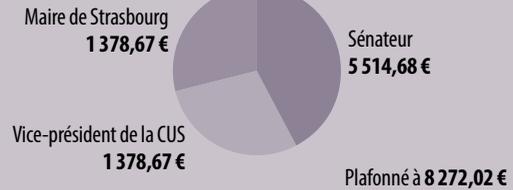
Raphaël Czarny
Anthime Verdier

Ernest Laemmel/CUS



Roland Ries (PS)

Répartition de ses indemnités :

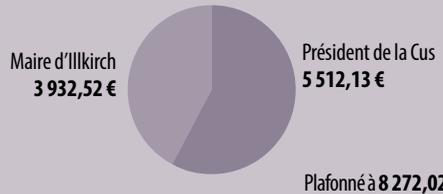


Ernest Laemmel/CUS



Jacques Bigot (PS)

Répartition de ses indemnités :

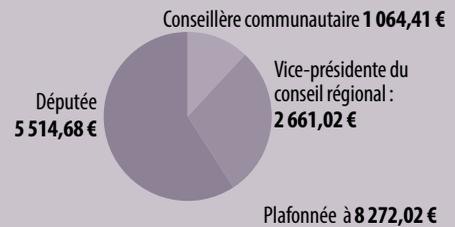


Ernest Laemmel/CUS



Sophie Rohfritsch (UMP)

Répartition de ses indemnités :



Ernest Laemmel/CUS



Catherine Trautmann (PS)

Répartition de ses indemnités :



L'artiste aux oreilles qui sifflent

Philippe Lepeut est le créateur de « Synésion », une installation sonore qui prendra vie place du Marché de Neudorf en 2014. Pas encore installée, l'œuvre a déjà ses détracteurs.

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :

Nicole Gauthier

ENCADREMENT :

Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Alain Peter,
Manuel Plantin,
Aymeric Robert

RÉDACTEUR EN CHEF :

Julien Ricotta

ICONOGRAPHIE :

Florence Stollesteiner

RÉALISATION :

Marion Bastit,
Yunxi Chen,
Estelle Choteau,
Raphaël Czarny,
François Delencre,
Hélène Faucher,
Ophélie Gobinet,
Aurélien Lachaud,
Clémence Lesacq,
Nicolas Mézil,
Marion Paquet,
Julien Ricotta,
Jérémy Sahakian,
Florence Stollesteiner,
Elodie Toto,
Anthime Verdier

PHOTO DE UNE :

Marion Bastit

INFOGRAPHIE :

Marion Bastit,
Yunxi Chen,
Raphaël Czarny,
Hélène Faucher,
Jérémy Sahakian,
Florence Stollesteiner,
Elodie Toto,
Anthime Verdier

IMPRESSION :

Gyss, Obernai
ISSN en cours.

Mystérieux, presque opaque. Philippe Lepeut est comme sa dernière œuvre en création, une installation sonore destinée à la place du Marché de Neudorf. *Synésion* imitera le chant des oiseaux, le coassement des grenouilles, le bruissement des saisons, comme un mouvement - une cinématique - dans la ville. Le travail de l'artiste consiste à trouver, créer, assembler les sons qui résonneront sous la future pergola.

Une équipe d'artisans et de designers sera chargée de la conception des hauts-parleurs et de leur installation. Un événement qui marque la fin des travaux dans le cœur du quartier. Mais les critiques sont diverses : une œuvre d'art incompréhensible, bruyante et dont le prix, 93 000 euros, serait injustifié. « Diffuser des chants d'oiseaux ! Il ne reste plus qu'à mettre en place des faux arbres et des faux habitants ! », s'insurge sur sa page Facebook l'élu UMP Jean-Philippe Maurer.

« Une œuvre, c'est comme un enfant »

Né en 1957 à Nantes, Philippe Lepeut a étudié l'art à la Sorbonne. Le « *hasard de la vie* » l'a mené en 2002 à Strasbourg. Deux ans plus tard, il livre *Amer 6*, sa première création pour la ville. Sa sculpture grandeur nature installée au Jardin des Deux Rives. Au bord de l'eau, une rampe en bois mène à une cabane de pêcheur adossée à un treillis aux allures de filet de pêche. Récemment, l'installation a été vandalisée, ce qui ne semble pas affecter son créateur : « Elle ne m'appartient plus. Une œuvre d'art dans l'espace public, c'est comme un enfant, il y a un moment où il faut lui lâcher la main. »

Créer est pour Philippe Lepeut une évidence. Le premier verbe de son vocabulaire. « Je pourrais me passer de l'art. Pas de la création. » L'homme tire sa sensibilité artistique de ses visites, enfant, au musée et de sa longue



■ Philippe Lepeut, 56 ans, va livrer sa deuxième création à la ville de Strasbourg.

découverte du Louvre. Il cite Delacroix ou Monet. Des références classiques mais des réalisations atypiques : c'est le paradoxe de ce néo-strasbourgeois. A 56 ans, il se décrit comme un artiste « *intermedia* », qui nourrit ses œuvres de pratiques extérieures à l'art. Il manie le son, mêle l'informatique et la vidéo à l'aquarelle et l'écriture... Un touche-à-tout qui avoue avoir parfois peur de se perdre dans le dédale de tous ces procédés. « Au premier abord, il peut sembler distant, avec un humour pince-sans-rire. Puis on découvre un homme généreux, qui donne de son temps et s'investit dans la vie artistique strasbourgeoise », raconte Gabrielle Kwiatkowski, responsable du département des arts plastiques à la CUS. « Très sensible aux manifestations artistiques dans la nature », il partage sa vie avec une paysagiste.

« Une incroyable force poétique »

Philippe Lepeut est également professeur d'art depuis bientôt trente ans. « A 18 ans, je ne voulais pas entendre parler de l'enseignement. J'étais comme tous ces ados pseudo-romantiques qui s'imaginent être des incompris. » C'est

une première expérience de pion dans un lycée qui l'a amené à vouloir partager son savoir. Aujourd'hui, deux fois par semaine, il intervient à l'Esad, anciennement école des Arts déco de Strasbourg, dans un cours intitulé « *Projet son* ». « Mon enseignement nourrit mon art et vice-versa. »

Avec *Synésion*, l'artiste signe donc sa deuxième œuvre strasbourgeoise. Pour Gabrielle Kwiatkowski, « la plus-value de *Synésion*, c'est son incroyable force poétique ». Elle a participé au jury qui a désigné l'œuvre. « Tous ces sons d'ambiance permettront d'ouvrir les passants à de nouveaux imaginaires. »

Le créateur, lui, ne tient pas à justifier son œuvre. Très détaché, il dit n'entendre « que les critiques constructives. Si vous ne connaissez rien au vin, que faites-vous ? Vous faites confiance aux étiquettes, aux sommeliers... Et bien pour l'art c'est pareil. Il faut comprendre que certaines personnes sont des professionnels, et choisissent pour vous. » Les yeux sont rieurs mais le ton reste ferme : « En créant, on s'expose à des refus, à des incompréhensions. Être artiste c'est aussi l'accepter. »

Clémence Lesacq